

"Les Européens ne nourrissent pas d'aversion pour l'intervention publique"

LEMONDE.FR | 16.10.08 | 11h54 • Mis à jour le 16.10.08 | 18h38

Pour Zaki Laïdi, directeur de recherche au centre d'études européennes de Sciences Po, l'Union européenne sort renforcée de la crise financière. Mais elle doit encore améliorer sa coordination, si elle veut pouvoir imposer sa vision régulatrice de l'économie.

Alors que la crise est partie des Etats-Unis, c'est l'annonce du plan de l'Eurogroupe dimanche dernier qui semble avoir permis aux Bourses mondiales de repartir. L'Union européenne (UE) dispose-t-elle désormais d'un véritable pouvoir économique ?

L'Europe n'a pas attendu la réunion de l'Eurogroupe pour exister... C'est le plus grand marché du monde et l'impact des normes de marché européennes est tellement puissant dans l'économie mondiale que les Américains n'hésitent pas à parler d'impérialisme régulateur européen ! Ce qu'a mis en évidence la réunion de l'Eurogroupe c'est donc moins le nouveau pouvoir économique de

l'Europe que sa capacité politique à proposer un modèle de sauvetage des banques fondé sur la recapitalisation, la garantie des crédits interbancaires et des dépôts individuels. Les Etats-Unis qui étaient partis sur un autre schéma en sont aujourd'hui à faire ce que les Européens ont fait (...).

L'initiative en Europe semble toutefois être venue des Etats membres. Excepté la BCE, les institutions européennes ont-elles fait quelque chose contre la crise ?

C'est en effet tout le paradoxe. Le schéma de l'Eurogroupe reprend en fait le schéma de sauvetage britannique mis en place par M. Brown. Le schéma européen a donc pour initiateur l'homme qui a le plus féroce ment lutté contre la mise en place d'une régulation financière européenne. Ce paradoxe n'est toutefois pas inexplicable car le fond du problème vient du fait que les banques européennes restent encore largement nationales. Si l'Europe est en droit un espace financier intégré, notamment en raison de l'existence du marché unique, la régulation financière et la supervision restent des prérogatives strictement nationales. Cela explique d'ailleurs assez largement l'absence des institutions européennes dans le plan de l'Eurogroupe.

Quelles conséquences sur la construction européenne peut avoir la crise financière ? Les institutions vont-elles être renforcées ?

Il est difficile d'évaluer l'ensemble des conséquences d'une crise dont on ne connaît pas l'ampleur, d'autant que même si la crise financière connaît un début de règlement il ne faut pas perdre de vue que le risque de ralentissement économique demeure considérable. Vis-à-vis de l'opinion publique, il me paraît incontestable que les décisions prises à Paris par l'Eurogroupe seront perçues comme devant être mises au crédit de l'Europe. Que ce soit l'Europe des Etats et non l'Europe communautaire qui ait marqué des points n'a guère d'importance aux yeux du citoyen.

Pour ce qui est de la régulation financière, les choses seront forcément plus difficiles. D'une part, parce que le plan de sauvetage imaginé par l'Eurogroupe ne remet pas en cause la souveraineté des Etats, bien au contraire. De ce fait, je ne pense pas que cette crise ait converti M. Brown aux vertus d'une régulation européenne. En réalité les Britanniques, qui veulent protéger le rôle central de la City, préfèrent formuler des propositions de régulation dans un cadre plus large et notamment dans celui du forum de la stabilité financière. Cela étant j'ai du mal à penser que cette crise sera sans effet sur une meilleure coordination européenne en matière de règles prudentielles, d'information financière et de surveillance des agences de rating.

La capacité d'attraction de l'UE ne s'est-elle pas accrue au cours de ces semaines ?

Je crois que traditionnellement les Européens se réclament d'une vision régulatrice de l'économie et de la finance. Ils ne nourrissent pas d'aversion pour l'intervention de la puissance publique. Nul doute que le capitalisme anglo-saxon sorte affaibli de cette crise et que l'idéologie dérégulatrice sera remise en cause.

Dans le reste du monde il est plus difficile d'évaluer les conséquences de cette nouvelle donne car ni les Chinois ni les Indiens et encore moins les Japonais n'adhèrent à un modèle dérégulateur. Les Japonais d'ailleurs ne cessent de répéter que les Européens sont en train de faire ce qu'eux-mêmes ont fait dans les années 1990 : recapitaliser massivement les banques pour sortir du marasme.

Ce sont les grands pays qui semblent avoir décidé du plan d'action pour l'ensemble du continent. Les petits Etats membres n'ont-ils pas été totalement abandonnés à leur sort ?

Je ne crois pas que les petits Etats aient été abandonnés. Il n'a jamais été prouvé que leurs intérêts soient très différents de ceux des grands Etats. En Europe, les clivages se situent d'ailleurs rarement entre petits et grands Etats. Il y avait une légitimité à réunir les Etats membres de la zone euro. Elle est au cœur du dispositif financier européen aux côtés bien sûr de la Grande-Bretagne. En revanche la réunion du G4 était une erreur politique. Elle a au demeurant échoué.

Est-ce que l'UE va prendre plus de place dans la régulation de la mondialisation dans l'avenir ?

Je crois que c'est indiscutable, mais reste à savoir avec quels mécanismes l'Europe parviendra à s'exprimer. Si celle-ci voulait véritablement démontrer sa volonté de peser collectivement sur la régulation financière mondiale, elle devrait d'urgence se mettre d'accord sur une représentation unifiée dans les institutions financières internationales et notamment au FMI.

Propos recueillis par Jean-Baptiste Chastand

Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du groupe
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
Télé
- » Le Post.fr

Le Monde

- » Abonnez-vous au *Monde* à -60%
- » Déjà abonné au journal
- » Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ [visitez Le Monde.fr](#) © Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide